



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Autorité Environnementale
Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le projet dénommé
« Création d'un réseau de neige de culture
sur la piste du « Réservoir » »
sur la commune de Bourg-Saint-Maurice
(département de la Savoie)**

Décision n° 2018-ARA-DP-01444
G 2018-004826

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2017-441 du 24 octobre 2017 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Auvergne- Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2018-08-29-66 du 29 août 2018 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2018-ARA-DP-01444, déposée complète par la société anonyme ADS, le 10 août 2018, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé en date du 16 août 2018 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires en date du 06 septembre 2018 ;

Considérant la nature du projet :

- qui consiste à mettre en place un réseau d'enneigement sur la piste du « Réservoir », afin d'enneiger une surface d'environ 1,65 ha ;
- qui nécessite la mise en place de réseaux, avec la réalisation de tranchées (d'une largeur de 1,5 m et d'une profondeur d'environ 1,8 m) sur un linéaire de 900 mètres et la pose d'environ 10 enneigeurs ;
- qui relève de la rubrique n°43c (relative aux installations et aménagements permettant d'enneiger) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet est annoncé comme nécessitant un apport en eau d'environ 10 000 m³ en moyenne par saison ; qu'il est déclaré comme restant dans le cadre des droits de prélèvement existants, régis par l'arrêté préfectoral du 09/09/2011 et n'implique donc pas de modification des autorisations de prélèvement ;

Considérant la localisation du projet :

- sur l'emprise d'une piste existante, sur le secteur Arc 2000, au sein du domaine skiable des Arcs / Peisey Vallandry / Villaroger ;
- en partie au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « Massif de la Vanoise », et à proximité, mais en dehors des ZNIEFF de type I « Marais d'Arc 2000 » et « Les hauts de Villaroger » ;
- en dehors de périmètre de protection environnementale réglementaire ;
- dans le périmètre de protection rapprochée des sources de Pré Saint Esprit, et dans le périmètre de protection éloignée des sources d'Arc 2000, protégées par un arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique (DUP) du 19/02/2015 et que le projet prévoit des excavations de profondeur inférieure à 2 mètres ;

Considérant la re-végétalisation des secteurs qui seront terrassés et la remise en place des terres excavées dans le respect de l'ordre des horizons du sol ;

Considérant qu'au regard de tout ce qui précède, des éléments fournis par le pétitionnaire, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale ;

DÉCIDE :

Article 1

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de création d'un réseau de neige de culture sur la piste du « Réservoir », sur la commune de Bourg-Saint-Maurice, enregistré sous le numéro n°2018-ARA-DP-1444, n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs, notamment en ce qui concerne les déclarations et autorisations en application du droit des sols, et le cas échéant, la dérogation au titre des espèces protégées visée à l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seraient prises à l'issue de ces procédures.

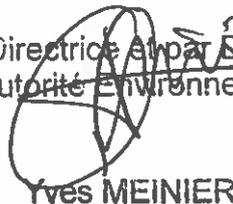
Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 12 septembre 2018,

Pour le préfet et par délégation,

Pour la Directrice Aupar Délégation,
Pôle Autorité Environnementale



Yves MEINIER

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69 453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69 433 LYON cedex 03